

Ne signons pas pour notre MUSE-lage

Le projet Montpellier Université d'Excellence (MUSE) poussé par l'Université de Montpellier (l'UM) a finalement été accepté comme ISITE pour un budget annuel de 17 millions d'euros. Cette décision est avant tout politique, le dossier bancal ayant déjà été refusé deux fois sous une forme similaire. En effet, MUSE est là pour amplifier les attaques contre l'enseignement supérieur et la recherche publics.

L'EMPRISE DU PRIVÉ

Articulée autour de thématiques phares à Montpellier (agronomie, environnement, santé), MUSE a 6 « membres fondateurs » : l'UM, mais aussi le groupe d'agro-business inVivo, l'industriel médical Horiba ABX, le groupe BRL, qui intrigue pour faire amener l'eau du Rhône dans la région, la Banque Populaire et, cerise sur le gâteau, le géant pharmaceutique Merck. Cette emprise se traduit aussi au niveau de la liste des soutiens où l'on retrouve des pollueurs planétaires comme Total ou Vinci et aussi Servier, plus connu pour le scandale du Médiateur.

MACHIN ANTI-DÉMOCRATIQUE

Les décisions dans MUSE se prendront à la majorité d'un « board » (sic) de 11 personnes représentant l'UM et 10 instituts de recherche. Aucune trace des personnels, des usagers ou d'un conseil scientifique. Au passage,

Solidaires



MUSE s'arroge des prérogatives de la ComUE, chassant donc de force les autres universités de la région (Perpignan, Nîmes, UM3). Elle suit la trace de l'IDEX Paris-Saclay où un document de travail du 5 septembre propose de séparer les licences et les master/doctorats, ces derniers étant fusionnés avec les grandes écoles et instituts de recherche. L'IDEX JEDI de Nice veut lui mettre en place ses masters auto-financés, donc à 4000 € par an pour les étudiants. On sent aussi chez MUSE la volonté d'abandonner les licences non rentables avec la création d'une « graduate school » (re-sic) pour les masters et doctorats.

FINANCEMENTS DÉRISOIRES
MUSE se gargarise de financer 20 projets de recherche pour un total de 6 millions d'euros. Elle se vante moins de détourner une partie du budget recherche de l'UM. De plus, comme plus de 6000 chercheurs de 120 unités peuvent postuler, le taux de succès frôlera au mieux les 1 %. Pour masquer cela, MUSE demande aux directeurs d'unités de classer 2 à 4 projets de leurs labos. Rien de tel pour semer la zizanie. En plus, son comité scientifique n'aura pas le dernier mot : ce seront les 11 du « board » qui décideront. Mais si MUSE financera qu'un centième des chercheurs, elle revendiquera en contrepartie toutes leurs publications. C'est d'ailleurs l'unique politique scientifique de MUSE, martelée par M. Augé : que le dernier chercheur au fond du dernier couloir du dernier labo

Nous appelons tou-te-s les membres d'unités dont la tutelle principale n'est pas l'UM à :

- ne plus écrire « Université de Montpellier » dans leurs publications mais, au plus, l'acronyme UM (sauf affiliation directe ou financement explicite)
- refuser toute interaction avec MUSE tant que son fonctionnement ne sera pas démocratique

signe en toutes lettres « Université de Montpellier ». Au final, la thématique de MUSE a uniquement été choisie afin de pouvoir s'accaparer le plus de travaux possible.

RÉCUPÉRATION ET CASSE

Pourquoi cette chasse à la signature ? C'est la suite des attaques depuis M. Sarkozy pour fusionner en France les universités avec les délégations régionales des instituts de recherche type CNRS, INSERM, INRA, IRD... L'objectif, on le devine : fin des organismes et privatisation pour la recherche, loi du marché et frais d'inscription élevés pour l'enseignement supérieur.

**Précarité, arbitraire et malscience : tel est le futur annoncé par MUSE.
Tou-te-s ensemble, usagers et agents, nous pouvons faire échec à cette régression !**

contactMontpellier@sud-recherche.org
syndicat@sudeduction34.org
solidaires.etudiants.34@gmail.com